« Un bon journal, c'est une nation qui se parle à elle-même ». Arthur Miller

www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°463 du 22 au 28 février 2024

CODEM
LA FISSURE

OIGNONS
PRIX EN BAISSE

U-17
TALENTS CONVOITÉS

ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL

VERS UNE MONNAIE COMMUNE ?

Une monnaie commune de l'AES est-elle envisageable ? Quel délai pour son émission ? Quels atouts ? Quelles faiblesses ? Journal du Mali répond.

GRATUIT
Ne peut être vendu

ÉDITO

Le silence est d'or

Il est des fois où devant l'ordinateur l'inspiration a du mal à venir. Nous ne trouvons pas les mots pour développer notre pensée, donner notre avis sur les sujets qui ne manquent assurément pas. Chaque semaine nous pourrions écrire sur l'électricité, qui plus est après la sortie de la ministre de l'Énergie. Une sortie, et je vais tenter le « Je » ce coup-ci, que je n'ai pu suivre, je vous laisse en deviner la raison. Et pour ceux qui aimeraient savoir si un téléphone est en ma possession, oui, mais il était malheureusement en manque de jus. On se demande d'ailleurs aujourd'hui comment transcrire encore tout ceci et quel degré de politesse utiliser pour ne pas offenser. Quels sont les gestes à proscrire pour ne pas tomber sous le coup de l'atteinte au crédit de l'État ? Pour les mots à ne plus employer, les critiques à ne plus formuler, nous avions déjà compris. C'est pour cela d'ailleurs que tout le monde ou presque s'est tu et que les décisions passent comme une lettre à la poste. Selon certaines théories scientifiques, 80% de notre communication est non verbale. Si elles sont confirmées, nous sommes bien mal embarqués. Un sourire trop large pourrait être considéré comme ironique, un mauvais pli des yeux comme menaçant, un mouvement de la main comme offensant. Pour les petits malins qui opteront pour des vocaux obséquieux, il existe la phonétique. Avec tout cela on en oublie presque un énième accident, impliquant de nouveau une compagnie trop souvent citée lors de sinistres, qui a fait 15 morts et plusieurs blessés. C'est le lieu de rappeler le mauvais état de routes et des véhicules et un style de conduite à tombeau ouvert. Après ces rappels forts doctes, il est temps pour nous d'appliquer ce conseil arabe : « il n'est rien de plus beau que le silence ». Dans notre cas, un silence de carpe et une position de statue.

Boubacar Sidiki HAIDARA

LE CHIFFRE

15 morts

C'est le bilan d'une collision entre un car de la compagnie Diarra Transport et un camion de 10 tonnes le 19 février sur la route nationale 6 dans la région de San.

ILS ONT DIT...

• « Les organisations sous régionales, comme la CEDEAO, doivent se concentrer sur la question de l'intégration régionale. Les questions de la gouvernance, de la démocratie, de la paix, sécurité, stabilité, ... doivent, quant à elles, être concentrées au niveau de l'Union africaine ». **José Maria Neves, président du Cap-Vert**, 19 février 2024.

• « Nous allons discuter avec tous les Maliens, même les parents de ceux qui ont pris les armes contre le pays (…) les groupes armés doivent déposer les armes et se mettre à la disposition de la justice de leur pays ». **Ousmane Issoufi Maiga, président du comité de pilotage du dialogue inter-maliens**, 20 février 2024.

• « La particularité du Mali est qu'on a une injustice fiscale. 10% des entreprises payent 90% des impôts. Il faut élargir l'assiette fiscale notamment dans le domaine du foncier qui n'est pas du tout fiscalisé ». **Mossadeck Bally, président du conseil national du patronat du Mali**, 20 février 2024.

RENDEZ-VOUS

23 février 2024 :
Ciné-Club Mali – IFM - Bamako

22-24 février 2024 :
Hard week – ISPRIC - Bamako

25 février 2024 :
Real Madrid – FC Séville - Liga

29 février -2 mars 2024 :
La semaine des énergies renouvelables – CICB – Bamako

Donnez votre avis sur Journal du Mali

UN JOUR, UNE DATE

23 février 1893 : Rudolf Diesel reçoit le brevet pour le procédé du moteur diesel.

UP

Après le sacre de la Côte d'Ivoire lors de la CAN, **Emerse Faé** jusqu'alors entraineur intérimaire a été confirmé le 19 février à la tête des Eléphants.

DOWN

La justice haitienne a lancé des poursuites contre **Martine Moise**, veuve du président Jovenel Moise pour son implication présumée dans l'assassinat de ce dernier le 7 juillet 2021. Plusieurs autres personnalités haitiennes sont également poursuivies dans cette affaire.

LA PHOTO DE LA SEMAINE

Après deux semaines d'absence suite à une rechute de sa maladie selon plusieurs sources, le Premier ministre **Choguel Maïga a effectué son retour** le lundi 19 février 2024.

AES : VERS LA CRÉATION D'UNE MONNAIE ?

Le 15 février 2024, plusieurs ministres de l'Alliance des États du Sahel (AES) se sont réunis à Ouagadougou. Suite à la réunion des hauts fonctionnaires et en prélude à la rencontre des chefs d'État, ils ont recommandé la validation de l'architecture institutionnelle pour la nouvelle confédération. Avec pour ambition d'élargir les objectifs de l'Alliance aux domaines diplomatique et économique, les États de l'alliance souhaitent concrétiser des mesures et visent à terme une union économique et monétaire. Une monnaie commune est-elle envisageable, quel délai pour son émission, quels atouts et quels risques ? Ce sont quelques-unes des questions posées à notre interlocuteur Mohamed Diarra, économiste financier au Cabinet d'études et conseils Nord Sud Multiservices Consulting.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA MAGUIRAGA

Les ministres des Finances et de l'Economie des pays membres de l'AES se sont réunis le 25 novembre 2023 à Bamako.

Une sortie des États de l'AES de la Zone CFA est-elle inévitable ?
Cette sortie est envisageable. Mais en ce moment la Zone AES n'est pas forcément prête à sortir de la Zone CFA. Les États peuvent sortir de la Zone CEDEAO, qui est un espace économique, et rester dans l'UEMOA, qui est une zone monétaire. Ce sont des entités différentes. Ces pays vont mettre un peu de temps et devront réfléchir, parce qu'il y a beaucoup d'instruments à mettre en place. Présentement, beaucoup d'États sont en train de se financer sur le marché monétaire des titres de l'UEMOA, ce qui est une méthode de gestion budgétaire. Il semble un peu prématuré que ces États sortent de cette zone.

Mohamed Diarra, Directeur du cabinet Nord Sud Multiservices Consulting.

Une monnaie commune à l'AES est-elle possible ?
Complètement. Il suffit que les États se mettent d'accord pour le faire, mettre en place un système de banque centrale et lui donner l'autorisation d'émettre la monnaie de l'AES. Il n'y aucune clause juridique qui leur interdit de le faire. Mais lors de la création ils devront par exemple régler leurs dettes au niveau de leur compte d'opération. À part cela, il n'y a pas de problème juridique, ils peuvent librement créer leur monnaie.

Combien de temps peut prendre la création de cette monnaie ?
L'émission d'une monnaie propre à l'AES dépend des États. Décider d'émettre une monnaie est une question de convention entre eux. Il suffit d'en prendre la décision en un jour ou deux. Il s'agit de créer le cadre conceptuel et juridique et d'émettre la monnaie. C'est une question d'accord. Mais je ne pense pas qu'ils veuillent le faire tout de suite. Parce qu'il y a un certain nombre de mesures à mettre en place qui ne sont pas encore prises encore.

Quels seront les facteurs de réussite de cette monnaie ?
Les facteurs de réussite d'une monnaie résident dans la capacité de gestion de cette monnaie. C'est-à-dire le sérieux que l'on met dans sa gestion. Cela signifie d'abord la maîtrise des déficits budgétaires et de l'inflation. Il y a aussi le revenu réel des États (PNB), le taux d'inflation, la gestion des taux d'intérêt à court et moyen terme et le maintien d'une relation stable des taux d'intérêt.

Les pays de l'AES peuvent-ils réunir ces conditions ?
Oui.

À quelle monnaie pourrait s'arrimer cette nouvelle monnaie ?
Si on décide de créer une monnaie, il ne faut pas penser à la faire s'arrimer à une autre. Parce que cela veut dire laisser sa souveraineté monétaire à une autre monnaie. L'AES peut créer sa monnaie (Signe Monnétaire) et ne pas vouloir l'arrimer, mais plutot laisser le marché des changes réguler. Il y a la possibilité de production de ces États, que ce soit les matières premières ou autre chose. La viabilité d'une monnaie réside dans sa bonne gestion et la capacité de production de cette zone monétaire. Arrimer sa monnaie signifie qu'on ne peut pas bien la gérer, qu'on ne peut pas la supporter. Je préfère parler de garantie. Elle peut être l'étalon or qui garantissait d'ailleurs toutes les monnaies avant la modification, pour garantir le dollar par exemple. La valeur d'une monnaie par rapport à une autre dépend de la capacité de production du pays. La capacité de production de l'AES va donc déterminer la puissance de sa monnaie. Les monnaies se donnent leur valeur sur le marché monétaire. Cela veut dire qu'elles doivent trouver un espace de fluctuation. Elle ne doivent pas avoir normalement de taux fixe, comme ce que l'on a fait entre le franc CFA et l'euro. Cette parité fixe donne même de la faiblesse à nos économies.

> ***Elle ne doivent pas avoir normalement de taux fixe, comme ce que l'on a fait entre le franc CFA et l'euro. Cette parité fixe donne même de la faiblesse à nos économies.***

La parité fixe n'est donc pas un facteur de stabilité ?
Ce sont des facteurs que l'on peut envier. Mais, en réalité, je dirais que le franc CFA est surévalué. Une monnaie se donne de la valeur en fonction de la production du pays ou des groupes de pays qui l'émettent. Je préfère une monnaie qui n'a pas de parité fixe, qui flotte en fonction de l'offre et de la demande, plutôt que la parité factuelle que nous avons entre le franc CFA et l'euro. C'est un facteur de stabilité macroéconomique. Mais que vaut cette stabilité si les peuples qui vivent dans cette zone sont pauvres ?

Quels sont les éléments déterminants d'une monnaie ?
Les déterminants d'une monnaie forte dépendent de la demande. Si beaucoup d'acteurs économiques demandent cette monnaie sur les marchés, dans un premier temps cela peut lui donner de la puissance. Il y a aussi la maîtrise de l'inflation, qui est un facteur important. Le taux directeur de la banque centrale, la croissance économique de la zone qui émet la monnaie ainsi que sa balance commerciale (ses échanges), peuvent rendre une monnaie forte.

Les problèmes de sécurité ne jouent-ils pas en défaveur des États de l'AES ?
Que ce soit pour la monnaie ou pour le commerce, le problème de sécurité est un facteur de risque, mais cela n'impacte pas du tout l'émission d'une monnaie. Il faut seulement maîtriser l'inflation et faire une bonne gestion. L'Eco (monnaie commune de la CEDEAO) est prévu pour être lancé en 2027. Cela ne posera-t-il pas un problème, sachant que les pays qui l'adopteront seront les plus nombreux en Afrique de l'Ouest ? Non, je ne pense pas que cela puisse poser un problème. La Gambie a sa monnaie, la Sierra Leone et la Guinée aussi. Même si l'Eco était lancé, cela ne posera aucun problème de confrontation. La réussite de la monnaie réside essentiellement dans la bonne gestion macroéconomique. Il n'y a pas de crainte vis-à-vis de la Zone Eco. Il pourra y avoir des relations monétaires pour faciliter les échanges entre les deux zones, qui sont obligées de vivre ensemble.

Quels sont les atouts de pays de l'AES ?
Ils disposent de matières premières et de pierres précieuses, d'uranium, de lithium, d'or ou encore de pétrole. Ils ont aussi un potentiel dans l'agriculture. Il leur suffit d'accroître la productivité pour assurer l'autosuffisance alimentaire à l'interne, ce qui leur permettra de réduire leurs importations de denrées alimentaires. Les pays de l'AES disposent donc d'atouts pour lancer une zone monétaire. Des atouts qui peuvent permettre de gérer leurs économies et de créer une zone de prospérité économique. ■

▶▶▶

NAIRA, CÉDI, FRANC GUINÉEN : DES FORTUNES DIVERSES

Le Naira a atteint un niveau historiquement bas ce 20 février 2024. Le Nigeria est confronté à une pénurie de dollars qui pousse sa monnaie locale à la baisse. De la même manière, d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui disposent de leur propre monnaie ont également été confrontés à une crise.

FATOUMATA MAGUIRAGA

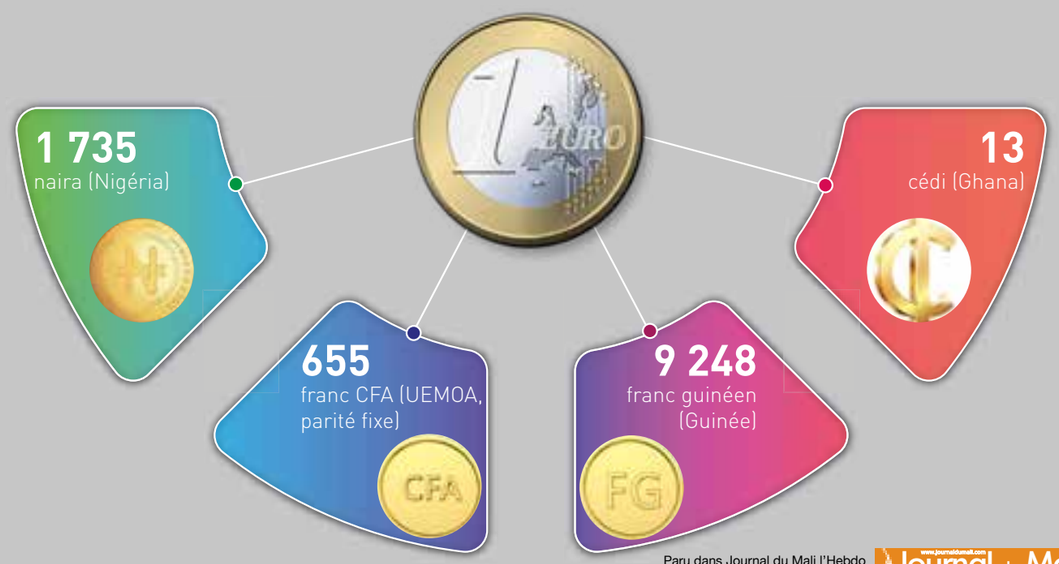
Un billet de 1 **Cedi, devise du Ghana** considéré aujourd'hui comme une des monnaies les moins performantes.

La crise d'argent liquide a coûté à l'économie nigériane un montant estimé à 20 000 milliards de nairas, en raison de la paralysie des activités commerciales, de l'étouffement de l'économie informelle et de la contraction du secteur agricole, a déclaré l'organisation pour la promotion des entreprises privées du pays. Elle a aussi estimé que la situation avait réduit le nombre de travailleurs et d'entreprises dans un pays où 63% de la population est pauvre et 33% est au chômage. La plus grande économie du continent fait face à une inflation record, 29,9% en janvier, jamais connue depuis 1996. La population, confrontée à la hausse du prix du gaz suite à l'arrêt des subventions, manifeste son mécontentement. Le Nigeria, dépendant des importations pour satisfaire ses besoins, est vulnérable aux chocs externes. Premier producteur africain d'or, le Ghana est également confronté à une grave crise économique. Sa monnaie, le Cedi, a perdu environ 81% de sa valeur fin 2022. Une baisse significative qui la classe au 4ème rang des 20 monnaies africaines les moins performantes, après la Sierra Leone (6ème) et le Nigeria (12ème). Selon la Banque mondiale, le pays est devenu le 8ème pays plus endetté du continent, avec une dette publique estimée à 90,7% du PIB fin 2022. Le Ghana, talonné par l'Angola au classement des monnaies les moins performantes, traverse une grave crise malgré sa richesse en matières premières. La faute à une mauvaise gouvernance et à peu de diversification, surtout pour l'Angola. Dans ses perspectives économiques d'octobre 2023, la Banque africaine de développement note que la croissance, estimée à 4,4% en 2022, contenue d'être soutenue par la production minière et la résilience en Guinée. L'inflation a baissé à 12,2%, contre 12,6% en 2021. « Importée (elle) est partiellement compensée par l'appréciation du Franc guinéen ». La croissance du PIB devrait atteindre 5,6% en 2024 grâce à la production minière et la disponibilité en énergie. L'inflation est prévue à la baisse à 9,9% en 2024.

Mais le faible regain d'activités dans les branches non extractives, les effets de la crise russo-ukrainienne et la faible mobilisation des ressources internes (12,6% du PIB en 2022), contre 20% dans la Zone CEDEAO, et les tensions sociopolitiques, continueront d'être des risques pour une croissance durable. ■

NAIRA, CÉDI, FRANC GNF, CFA FACE À L'EURO

Cette infographie présente le taux de conversion de l'euro avec certaines devises de la zone CEDEAO. La conversion a été réalisée sur le site spécialisé XE à la date du mercredi 21 février à 12h35.



Source : *Rédaction*

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
N°463 du 22 au 28 février 2024

DIALOGUE INTER-MALIENS : LE COMITÉ DE PILOTAGE À PIED D'ŒUVRE

Nommés par le décret N°2024-0062/PT-RM du 2 février 2024, puis installés trois jours plus tard, le 5 février par le Président de la Transition, les membres du Comité de pilotage du dialogue inter-Maliens pour la paix et la réconciliation nationale s'activent depuis pour mener à bien leur mission de préparer les conditions favorables à un dialogue direct entre Maliens, sans aucune interférence extérieure.

MOHAMED KENOUVI

Lors d'une conférence de presse tenue le 20 février 2024 à la Maison de la Presse, le Président du Comité de pilotage, l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maiga, a fait le point des différentes actions menées depuis son installation et des prochaines étapes de l'organisation du dialogue inter-Maliens. À l'en croire, les travaux ont débuté dès le 6 février avec l'installation dans un premier temps de trois commissions de travail consacrées aux termes de référence, au règlement intérieur et à la communication. Cinq autres commissions thématiques ont par la suite été constituées : Paix, Réconciliation nationale et Cohésion sociale, Questions politiques et Institutionnelles, Économie et Développement durable, Questions sécuritaires et de Défense du territoire, Géopolitique et environnement international.

Le **comité de pilotage du dialogue inter-maliens** était face à la presse le 20 février 2024.

> ***Quelque chose de nouveau va être réalisé cette fois-ci parce que ce sont les Maliens entre eux, sans interférence qui vont se parler pour trouver des solutions à leurs problèmes.***

Un dialogue de plus ? Pour certains, après la tenue de plusieurs dialogues et concertations par le passé, le dialogue inter-Maliens prôné par le Président de la Transition s'apparente à un dialogue de plus. Mais les membres du Comité de pilotage s'inscrivent en faux contre ce point de vue. « Ce sera un dialogue innovant. Quelque chose de nouveau va être réalisé cette fois-ci parce que ce sont les Maliens entre eux, sans interférence, qui vont se parler pour trouver des solutions à leurs problèmes », clame Ousmane Issoufi Maiga. « Pour une fois, tout le processus va se dérouler entre Maliens uniquement et exclusivement et ne se concentrera sur aucune ressource humaine ou financière extérieure, ni pour nous aider à préparer, ni pour mettre en œuvre le dialogue, encore moins pour la mise en œuvre des recommandations », appuie Boubacar Sow, Rapporteur général du Comité de pilotage. « En organisant ce dialogue nous n'y allons pas en anticipant ce qui doit être dit. Le dialogue sera largement ouvert à tous les intervenants. Il s'agit pour nous, non pas de guider ceux qui vont venir pour les concertations, mais de les laisser parler le plus librement possible », poursuit-t-il.

« Sans tabou » À l'instar du Dialogue national inclusif, les discussions du dialogue inter-Maliens vont se dérouler au niveau de toutes les communes du Mali ainsi que dans tous les pays de grande concentration de Maliens établis à l'extérieur. À en croire le Président du Comité de pilotage, aucun sujet ne sera tabou, à l'exception de l'unicité, de la laïcité et de l'intégrité du territoire, qui ne feront pas partie des sujets de discussions, comme l'a souligné le Président de la Transition lors de l'annonce du dialogue inter-Maliens, le 31 décembre 2023.

« Tout sera mis sur la table, sans tabou. Tout ce qui fâche sera dit, mais dans la convivialité, dans le respect, sans que les gens s'insultent. Il faut avoir un débat civilisé, d'hommes responsables. Et nous irons dans toutes les communes du pays, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour organiser ce dialogue entre les Maliens », assure l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maiga. Quant à la participation des terroristes et des groupes armés rebelles à ce dialogue, il indique qu'ils seront les bienvenus, mais sous certaines conditions. ■

EN BREF

CEDEAO : NOUVEAU SOMMET EXTRAORDINAIRE CE SAMEDI

A la suite de la session extraordinaire du Conseil de Médiation et de Sécurité (CMS) de la CEDEAO tenue le 8 février 2024 à Abuja, au Nigéria, les Chefs d'Etats de l'organisation vont à leur tour se réunir en sommet extraordinaire le 24 février 2024, toujours dans la capitale nigérienne, siège de l'institution. Au menu des échanges, selon des sources diplomatiques, le retrait sans délai annoncé depuis le 28 janvier du Mali, du Niger et du Burkina Faso de l'institution. Les chefs d'État des pays prendront connaissance d'un document officiel sur les avantages et les inconvénients du départ de ces trois pays, avec l'idée, selon certains observateurs, de faire le nécessaire pour que les trois pays demeurent dans le bloc sous-régional. Les discussions vont également porter sur une éventuelle levée des sanctions prises à l'encontre du Niger à la suite du coup d'Etat du 26 juillet 2023 et la situation politique au Sénégal. ■ **M.K**

ALASSANE **ABBA**

« Les Maliens ont été roulés dans la farine »

Le 17 février 2024, a vu le jour la « Synergie d'actions pour le Mali », une nouvelle plateforme réunissant des partis politiques et des associations, qui se propose de « sauver le pays en danger avec la gestion des autorités de transition qui ont montré leurs limites ». Entretien avec Alassane Abba, Secrétaire général de la CODEM, et représentant de Jiguiya Kura au sein de la Synergie.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUVI

Vous (Jiguiya Kura) venez de créer avec d'autres mouvements à l'instar de la CMAS, Kaoural ou encore le regroupement NVPN, entre autres, la Synergie d'Actions pour le Mali. Quel est l'objectif de cette nouvelle plateforme ?
L'objectif de la plateforme, c'est d'abord de regrouper le maximum de partis politiques, d'associations et de cadres qui ont la même vision que nous par rapport à ce que doit être d'abord le Mali et ensuite la transition au Mali. Pour nous cette transition est très mal partie, depuis le début. En réalité, les Maliens se sont rendus compte qu'ils ont été roulés dans la farine. C'est cela qui nous amène à nous retrouver pour prendre ensemble les décisions qu'il faut.

Pour beaucoup, cette synergie constitue une nouvelle opposition à la transition, après le Cadre d'échange des partis et l'Appel du 20 février…
Quand on se comporte en solitaire et qu'on foule les engagements au pied, on s'attire des opposants. Mais il ne faut pas faire la confusion entre la situation au moment de la création du Cadre et de l'Appel du 20 février et la situation actuelle. Aujourd'hui de plus en plus de Maliens se rendent compte que cette transition est partie pour durer alors qu'avant nous croyions que les autorités de transition allaient organiser les élections dans les délais et partir.

Après la déclaration conjointe du 17 février, quelles vont être les prochaines actions de la Synergie ?
Nous attendons que d'autres nous rejoignent et c'est en réfléchissant ensemble que nous pouvons envisager les actions à mener dans le futur. Pour le moment nous ne pouvons pas mener d'actions de façon solitaire. Ce qui va se passer par la suite dépendra des structures qui vont adhérer à la synergie et de l'attitude qu'ils pensent pouvoir adopter face à la situation actuelle.

Au sein de la CODEM la décision d'adhérer à la Synergie ne semble pas faire l'unanimité. Certains membres réunis au sein d'un Collectif dénoncent une "attitude solitaire et le reflet de la mauvaise gouvernance que traverse la Codem". Qu'en est-il de cette situation ?
Toutes les décisions prises par la CODEM l'ont été après la réunion du bureau national et à la majorité des présents. Le signataire de la déclaration n'assiste plus aux réunions du parti depuis au moins deux ans. Certes, c'est lui qui nous représentait au sein de Jiguiya Kura mais à partir du moment où il boude les réunions, la plateforme ne peut pas cesser d'exister parce qu'il est absent. ■

PRIX DE L'OIGNON : UNE BAISSE DURABLE ?

Plusieurs produits maraîchers de grande consommation sont en pleine période de récolte. Une période d'abondance qui voit les prix enregistrer une baisse conséquente. Mais à quelques semaines du début du ramadan, ces prix resteront- t-ils aussi abordables ?

FATOUMATA MAGUIRAGA

Oignons, pomme de terre, tomates et autres légumes connaissent une baisse importante de prix en ce mois de février. Très sollicité, le prix de l'oignon avait connu une hausse spectaculaire, il y a quelque temps. Atteignant 1 000 FCFA le kilogramme sur plusieurs marchés du pays. Selon les commerçants, l'absence de la production locale expliquait en partie ces coûts exorbitants. Une période désormais révolue avec l'arrivée sur le marché de la production locale de plus en plus importante. En effet, outre les grandes zones de production, comme Niono, dans la région de Ségou ou encore le pays dogon, plusieurs producteurs s'adonnent désormais à la culture de cette légumineuse. Principalement produite après l'hivernage à partir du mois d'octobre, le produit est récolté trois à quatre mois après et la saison peut s'étaler jusqu'au mois de mai. Période idéale donc cette année pour pouvoir en profiter durant le ramadan prévu cette année au mois de mars.

Le prix de l'oignon ainsi que plusieurs produits maraichers connaissent une baisse depuis quelques semaines sur le marché.

Prix du kilogramme de l'oignon :
Entre 250 FCFA et 350 FCFA

Prix du Kilogramme de pomme de terre :
Entre 400 FCFA et 500 FCFA

Difficulté de stockage Outre ses principaux bassins de production que sont les zones Office du Niger et le pays Dogon, l'oignon est cultivé un peu partout au Mali et des « petits » producteurs disposant de points d'eau font la culture le long de l'année. Ce qui pourrait en principe combler le déficit de production.

Mais avec la période de chaleur qui s'annonce, difficile pour les producteurs de garder le produit plus longtemps. Ils ont donc souvent tendance à l'écouler rapidement pour ne pas enregistrer de pertes. « Surtout que la plupart de la production n'est pas Bio », témoigne Boubacar Sacko, producteur. Malgré une augmentation constante de la production qui est passée d'environ 400 000 tonnes en 2013/2014 à 800 000 tonnes en 2021, les conditions de conservation ne se sont pas beaucoup améliorées et le produit, assez périssable, résiste moins pendant la chaleur. L'année dernière à la même période, le kilogramme de l'oignon est passé à 1 000 FCFA. Outre, la diminution de la production locale en raison de l'insécurité dans les principales zones de production, l'arrêt des importations en provenance du Maroc, avait été évoqué par les commerçants. Mais cette année, malgré une disponibilité et des prix abordables entre 250 FCFA et 300 FCFA le kilogramme, les consommateurs craignent une hausse de prix, liée à l'approche du mois de ramadan. ■

EN BREF

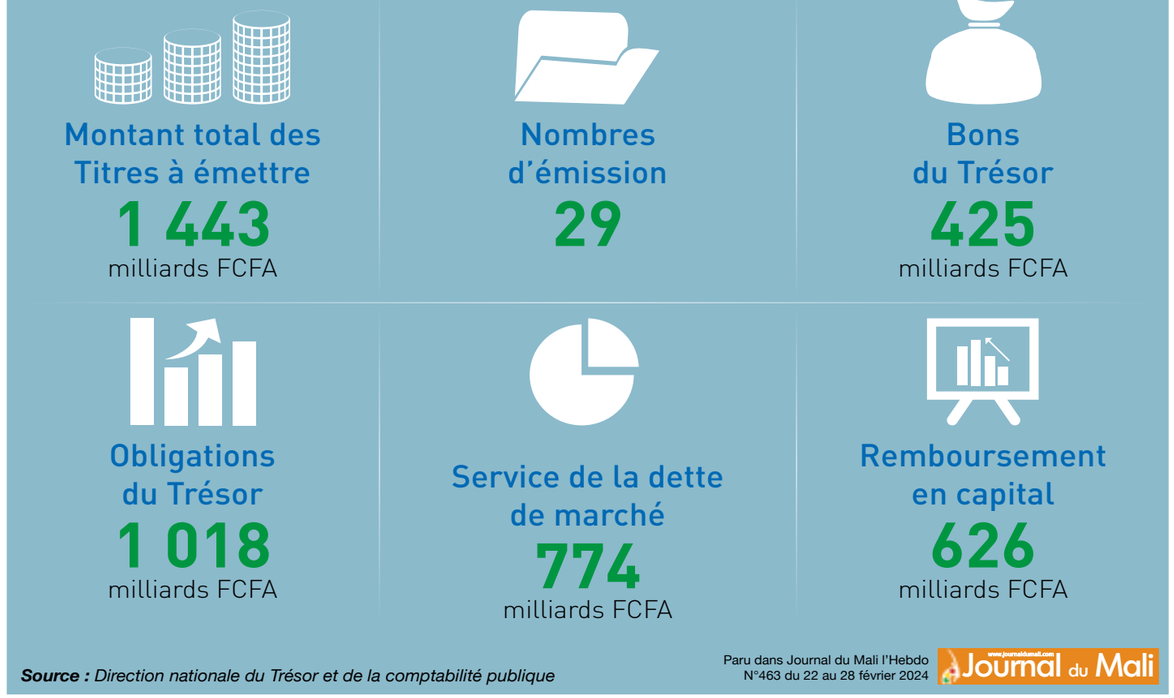
TRANSFORMATION NUMÉRIQUE : LA CEA ET GOOGLE S'ASSOCIENT

La commission économique pour l'Afrique (CEA) et Google ont signé un protocole d'accord, en faveur de l'accélération de la transformation numérique. L'accord a été signé en marge du forum des entreprises africaines (ABF) 2024, à Addis Abeba ce 19 février. Le protocole d'accord qualifié d'historique par la CEA, est fondé sur une expertise partagée des deux parties et qui a pour ambition d'appuyer la CEA dans ses missions, notamment celle de la transformation numérique. En lien avec la vision de l'Union africaine dans sa stratégie de transformation numérique de l'Afrique. Ce cadre formel de collaboration permettra de développer les axes d'intervention en lien avec les centres d'intérêt. Il s'agira du développement des compétences numériques au profit de la jeunesse africaine, développer les startups, augmenter l'inclusion financière, renforcer la cybersécurité et l'avancement de la recherche en matière d'IA. Ce partenariat devrait aider à relever les défis, notamment ceux de la fracture numérique, espèrent les décideurs. En effet, avec 63% de sa population privée d'accès internet, l'Afrique enregistre le plus faible taux de pénétration d'internet au monde. Dans le cadre de ce partenariat, Google s'engage en association avec la CEA à atteindre son objectif de permettre à un million de startups de générer 100 milliards de dollars de revenus d'ici 2033, entre autres. ■ **F.M**

Céréales russes Le Mali a reçu 25 000 tonnes

La Russie a annoncé avoir envoyé au total 200 000 tonnes de céréales, gratuitement, à six pays africains dont le Mali. « La Russie a expédié 50 000 tonnes de céréales vers la Somalie et la République centrafricaine et 25 000 tonnes vers le Mali, le Burkina Faso, le Zimbabwé et l'Erythrée », a déclaré le ministre russe de l'Agriculture ce 21 février 2024. Ces livraisons avaient été promises par le président russe Vladimir Poutine, lors du sommet Russie-Afrique en juillet 2023, et après le retrait de la Russie de l'accord sur les exportations de céréales en mer Noire. Cet accord signé en juillet 2022 par la Russie et l'Ukraine, sous l'égide de l'ONU et de la Turquie, avait pour but d'assurer la continuité de la livraison de céréales ukrainiennes via la mer Noire, malgré le conflit qui sévissait entre les deux puissances agricoles. Ces livraisons de blé avaient été rendues possibles grâce à une coopération que le pays a maintenue avec les six pays africains concernés et touchés par différentes crises. Le ministre russe de l'agriculture a par ailleurs affirmé que son pays s'apprête à exporter jusqu'à 70 millions de tonnes de céréales pour la campagne agricole 2023/2024, contre 66 millions de tonnes pour la campagne précédente. Ces livraisons vers l'Afrique avaient démarré en novembre 2023, a encore précisé le ministre russe. La dernière cargaison est arrivée ce 17 février 2024 en Somalie. ■

CALENDRIER D'ÉMISSION DE TITRES PUBLIC DU MALI EN 2024



Source : *Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique*

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
N°463 du 22 au 28 février 2024

LA SITUATION HUMANITAIRE À MÉNAKA TOUJOURS PRÉOCCUPANTE

En réponse aux différents cris lancés ces dernières semaines par la société civile, le gouvernement a pris certaines mesures pour atténuer les difficultés auxquelles sont confrontées les habitants de la région de Ménaka. Mais la situation humanitaire sur place reste critique.

Mohamed KENOUVI

Plusieurs déplacés ont besoin d'une **assistance humanitaire d'urgence à Ménaka.**

Le 7 février dernier, une délégation du gouvernement conduite par le ministre de la Réconciliation, le Colonel Ismaël Wagué, s'est rendue à Ménaka pour s'enquérir de la situation humanitaire et sanitaire dans la région. Au cours de cette visite, les autorités avaient apporté avec elles un lot important de médicaments et ont également procédé à des dons de kits alimentaires aux couches les plus vulnérables de la région. Cela a par la suite été suivi de l'acheminement de 200 tonnes de céréales en guise de réponse à la situation alimentaire alarmante due au blocus instauré depuis plusieurs semaines sur les axes routiers menant à la ville de Ménaka, empêchant l'approvisionnement en produits de première nécessité et entraînant par conséquent une augmentation significative de leurs prix.

Lever le blocus Si les réponses apportées jusque-là par les autorités ont permis de soulager un peu les souffrances des populations de Ménaka, des efforts restent encore à faire pour une nette amélioration de la situation humanitaire dans la région. « Le gouvernement a répondu à notre appel en faisant parvenir 200 tonnes de riz. Mais cela ne va pas suffire parce que toute la région de Ménaka se trouve aujourd'hui dans la commune de Ménaka. 200 tonnes, c'est quelque chose, mais cela ne peut pas satisfaire les besoins de toute la population », confie Sidi Barka, Président du Conseil régional de la société civile de Ménaka. Selon lui, seule la levée du blocus pourra contribuer à atténuer la situation dans la région. « Ce qui pourra satisfaire la population c'est la fin de l'embargo, qui permettra l'arrivée des véhicules de commerce transportant les produits de première nécessité. Les dons ne vont jamais mettre fin à la situation tant que le marché lui-même n'est pas approvisionné », souligne-t-il. À en croire le ministre de la Réconciliation, le gouvernement est à pied d'œuvre pour mettre fin à cet embargo. « Des dispositions sont en cours pour lever le blocus et créer les conditions pour que Ménaka soit ravitaillé de façon continue », a-t-il promis lors de la visite ministérielle du 7 février 2024.

> ***Ce qui pourrait satisfaire la population c'est la fin de l'embargo qui pourra permettre l'arrivée des véhicules de commerce transportant des produits commerciaux.***

Mais pour l'heure la « situation est vraiment alarmante », déplore M. Barka, qui espère qu'elle va s'améliorer dans les prochains jours. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

KAYES : DES MIGRANTS RAPATRIÉS BÉNÉFICIENT DE L'ASSISTANCE DE L'OIM

Plus d'une soixantaine de migrants maliens originaires des cercles de Bafoulabé, Diéma, Kayes, Kita, Nioro du Sahel et Yélimané de retour au pays ont été dotés de kits d'insertion par l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) mardi 20 février 2024 à Kayes lors d'une cérémonie présidée par le chef du sous-bureau OIM de la localité. Ils ont reçu des bœufs de labour, des charrues, des semoirs, des semences et des engrais. Dans la même veine, la semaine dernière, l'OIM a procédé à la remise d'un lot de Kits de Biens Non-Alimentaires et de jeux divers au centre de transit pour migrants Direy-Ben de Gao. Présente au Mali depuis 1998, l'OIM fait partie du système des Nations Unies et est la première organisation intergouvernementale à promouvoir depuis 1951 une migration humaine et ordonnée qui profite à tous. ■ **M.K**

EN BREF

ENSEIGNEMENT PRIVÉ CATHOLIQUE : LA GRÈVE DU SYNEC SE POURSUIT

Suite à l'échec des négociations avec les autorités, le Syndicat national de l'enseignement privé catholique (SYNEC) observe depuis le 19 février une nouvelle grève de 120 heures, allant au 23 février 2024, sur l'ensemble du territoire national. C'est la deuxième fois que ce syndicat est en arrêt de travail, après la grève initiale de 144 heures observée du 9 au 16 février 2024. Le SYNEC exige notamment l'ouverture des droits à l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et le paiement des allocations familiales, le paiement intégral des salaires de janvier 2024 des militants de tous les diocèses, l'alignement de l'âge de départ à la retraite sur celui des enseignants du secteur public, ainsi que le paiement de la prime d'ancienneté à compter de janvier 2024. Alors que cette grève de 120 heures est actuellement en cours, le SYNEC avait déjà déposé un nouveau préavis le 12 février pour une nouvelle grève de la même durée allant du lundi 26 février au vendredi 1er mars 2024 si les points de revendications demeurent insatisfaits. Le Bureau exécutif national du SYNEC se réserve par ailleurs le droit d'entreprendre d'autres actions en vue de la satisfaction totale des différents points de revendication. « Nous appelons les enseignants à rester mobilisés et à trouver des solutions pour contrer les pratiques illégales de l'employeur, qui recrute des vacataires pour remplacer les grévistes », a indiqué le 14 février dernier, le secrétaire général du SYNEC, Kalifa Raymond Kamata sur une télévision de la place. ■ **M.K**

RUSSIE - UKRAINE : DEUX ANS DE GUERRE, LA SITUATION S'ENLISE

Deux ans après le début de la guerre russo-ukrainienne, la Russie a enregistré ces derniers jours des succès militaires sur le terrain, alors que les Occidentaux tentent de se remobiliser pour continuer à aider l'Ukraine.

Boubacar Sidiki HAIDARA

La **Russie et l'Ukraine** sont rentrées en conflit depuis maintenant deux ans.

Le Président ukrainien estime que son pays manque d'artillerie et a autant besoin de défense antiaérienne que d'armes de longue portée. Il affirme par ailleurs que le blocus de la frontière avec la Pologne par des camionneurs et des agriculteurs polonais témoigne de « l'érosion de la solidarité » envers son pays. « La situation est extrêmement difficile en plusieurs points de la ligne de front, où les troupes russes ont concentré un maximum de réserves. Elles mettent à profit le retard dans l'aide » occidentale à l'Ukraine, a déclaré Volodymyr Zelensky dans son message quotidien du 19 février. Les Russes ont pris le contrôle total d'Avdiïvka, dans la région orientale de Donetsk, samedi. Il s'agit de leur premier gain territorial majeur depuis la prise de Bakhmout, en mai 2023. La Russie a revendiqué mardi avoir repris la localité de Krynky, que l'Ukraine avait bâtie à grand peine durant l'été dernier dans le sud, sur la rive occupée du Dniepr. Cette information a été rapportée par le ministère de la Défense Serguеï Choïgou, lors d'une rencontre avec Vladimir Poutine. Une réunion par vidéoconférence des dirigeants du G7 consacrée à l'Ukraine sera organisée ce samedi, annonce la présidence italienne. C'est la première des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du G7 sous cette présidence. L'armée ukrainienne peine à regarnir ses rangs après l'échec de sa contre-offensive de l'été 2023. Kiev est aussi privée d'une aide militaire américaine cruciale de 60 milliards de dollars, actuellement bloquée au Congrès. Le Président américain Joe Biden a indiqué samedi soir avoir dit à son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky sa « confiance » dans la poursuite de cette aide. Il a qualifié la poursuite du blocage de l'aide militaire par le Congrès, dont la Chambre des représentants a une courte majorité de Républicains, « d'absurde » et de « non éthique ». Sans reprise de l'assistance américaine, le dirigeant ukrainien a évoqué aussi ses craintes qu'une autre ville ne tombe entre les mains des forces armées russes. En attendant un éventuel déblocage, d'autres pays continuent à se mobiliser pour l'Ukraine. La Suède a annoncé une nouvelle aide militaire record, sous forme d'équipements, d'un montant d'environ 633 millions d'euros. Le Danemark, de son côté, va envoyer « l'intégralité de son artillerie » à l'Ukraine, devenant le premier pays à le faire. ■

Afrique du Sud Taux de chômage record

Le taux de chômage en Afrique du Sud, déjà le plus élevé au monde, a augmenté à 32,1% au quatrième trimestre 2023, selon les chiffres officiels publiés mardi. L'enquête trimestrielle sur la main-d'œuvre a indiqué que le nombre de chômeurs en âge de travailler avait augmenté à 7,9 millions après que 46 000 personnes supplémentaires se soient mises au chômage au cours des trois derniers mois de 2023. Le taux de chômage des 15-24 ans était de 59,4 % à la fin de l'année dernière et l'économie la plus avancée d'Afrique continue de lutter pour créer des emplois pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail. L'ANC, au pouvoir depuis la fin du système d'apartheid en 1994, a vu son soutien s'effriter progressivement au cours des 30 dernières années, en grande partie à cause de son incapacité à fournir des emplois, des logements et des services à des millions de pauvres. Plusieurs sondages prédisent que ce parti pourrait passer sous la barre des 50% lors des élections nationales de cette année, ce qui constituera un tournant dans la politique sud-africaine. Si l'ANC perd sa majorité, il devra entrer en coalition pour rester au gouvernement et maintenir le Président Cyril Ramaphosa à son poste pour un second et dernier mandat de 5 ans. ■ **B.S.H**

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ISRAËL - BRÉSIL : BROUILLE DIPLOMATIQUE AU SOMMET

La crise diplomatique entre le Brésil et Israël prend de l'ampleur. Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Vieira, a convoqué le 19 février l'ambassadeur israélien au Brésil, Daniel Zonshine, après que le Président Lula ait été déclaré « persona non grata » en Israël pour ses propos comparant la guerre à Gaza à la Shoah. Israël avait convoqué plus tôt l'ambassadeur brésilien pour lui adresser une protestation. La brouille diplomatique a commencé dimanche, lorsque Lula a tenu des propos extrêmement virulents sur le conflit en cours entre Israël et le Hamas, qualifiant cette guerre de « génocide ». Quelques heures après, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a vivement réagi en dénonçant des propos « honteux et graves ». Il a même été jusqu'à dire que Lula avait « déshonoré la mémoire de 6 millions de juifs tués par les nazis ». Le Hamas a de son côté salué dans ces propos « une description exacte de ce que (son) peuple subit » à Gaza et « l'énormité du crime » commis par Israël. ■ **B.S.H**

Sport

FOOTBALL : LES U-17 MALIENS S'EXPORTENT BIEN

La brillante prestation des Aiglonnets en Indonésie fin 2023 n'est pas passée inaperçue aux yeux des nombreux recruteurs du monde entier.

Boubacar Sidiki HAIDARA

Les **U-17 maliens** sont très convoités par des clubs en Europe.

Watford, club de Championship (D2), a annoncé le 19 février la signature de Mamadou Doumbia. Le jeune attaquant de 18 ans (1m 92), qui avait inscrit quatre buts lors de la Coupe du monde et manqué plusieurs matchs après une expulsion face à l'Espagne, rejoindra les Hornets à partir du 1er juillet. Avec cette signature, Doumbia, qui évoluait jusqu'alors à l'AS Black Star de Bamako, va entrer dans une nouvelle dimension, même s'il devra d'abord s'aguerrir dans les équipes de jeunes avant de s'attaquer au rude championnat anglais. D'après une source, il va d'abord se rendre en Italie, du côté d'Udinese, club qui avec Watford est propriété de la famille Pozzo. Le Capitaine de cette fabuleuse sélection U-17 des Aigles, Ibrahim Diarra, est au FC Barcelone pour parfaire sa formation. D'après de nombreux médias catalans, les dirigeants barcelonais, impressionnés par les qualités techniques et physiques de l'ancien de l'Africa Foot, lui feront signer un contrat en décembre 2024, lorsqu'il aura atteint sa majorité. Joueur décisif de la Coupe du monde U17 avec 5 buts et 4 passes décisives délivré, il a assisté des tribunes du stade olympique Lluis Companys, qui accueille les matchs du FC Barcelone en attendant la fin des travaux du Camp Nou, à la victoire 1-0 des Blaugrana contre Osasuna, le 31 janvier dernier. Dans quelques années, sur les pelouses espagnoles il pourrait bien retrouver son ancien coéquipier Mahmoud Barry, qui évolue désormais à Villarreal. L'ancien joueur de l'Étoile du Mandé, qui avait remplacé au pied levé Doumbia lors de sa suspension en inscrivant 3 buts, est l'un des « cracks » de cette génération. Le talentueux Hamidou Makalou, auteur d'un magnifique but face à l'Argentine pour sécuriser la troisième place du Mali lors du Mondial, est fortement courtisé par le RB Salzburg. Entre le club autrichien et les jeunes joueurs maliens notamment ceux de l'académie Jean-Marc Guillou, c'est une longue histoire d'amour. Makalou, que beaucoup comparent au Français N'Golo Kanté pour son activité et sa technique, est aussi promis à un brillant avenir s'il garde une certaine constance dans son jeu, affirme un analyste sportif. ■

Zidane pisté par le Bayern Munich ?

Alors que le Bayern pourrait connaître sa première saison sans trophée depuis 12 ans, la légende française Zinedine Zidane est envisagée par le club allemand pour remplacer Thomas Tuchel qui quittera le Bayern à la fin de la saison. Sans club depuis l'été 2021 et son deuxième départ du Real Madrid, son aura et son expérience seraient très appréciées par le club allemand. La défaite face à Bochum (3-2) dimanche dernier a fait très mal au Bayern Munich. Si le club bavarois, deuxième de Bundesliga, est désormais à 8 points du leader Leverkusen, il vient de perdre ses 3 dernières rencontres. En privé et publiquement, Zinedine Zidane n'a jamais caché qu'il rêvait de devenir un jour le sélectionneur de l'équipe de France, mais la place est prise par Didier Deschamps jusqu'en 2026. Récemment, le Champion du monde 1998 aurait refusé une offre de la fédération algérienne de football. ■ **B.S.H**

CARTONS DE LA SEMAINE

Quelques heures après l'officialisation du départ de l'entraîneur italien Gennaro Gattuso, l'Olympique de Marseille a annoncé le nom de son successeur. Il s'agit du **Français Jean-Louis Gasset**, 70 ans, qui reprend du service moins d'un mois après avoir été limogé en pleine CAN, par la fédération ivoirienne de football.

Naples, champion d'Italie en titre, a limogé son entraîneur **Walter Mazzarri** à 48 heures de la réception du FC Barcelone en huitièmes de finale aller de la Ligue des champions. Mazzarri, qui avait succédé au Français Rudi Garcia mi-novembre, paie les résultats en demi-teinte de l'équipe napolitaine, actuelle neuvième de Serie A.

Culture

KRIKA : LA SÉRIE QUI VEUT POUSSER À L'ENGAGEMENT POLITIQUE

Ce jeudi 22 février aura lieu l'avant-première de la série Krika décrite par ses producteurs comme une œuvre qui fait de la sensibilisation autrement.

Boubacar Sidiki HAIDARA

L'avant-première de la **série Krika** aura lieu le jeudi 22 février 2024.

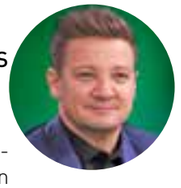
Produite dans le cadre du projet Aw ye wili de l'association Kiro, financé par l'ambassade du Danemark à travers le fonds d'appui aux moteurs de changement (FAMOC), la série Krika (argot pour désigner 1000 FCFA) porte sur l'histoire d'un jeune garagiste qui ne veut pas entendre de la politique, mais qui malgré lui est embarqué dans une course à la mairie à travers son ami qui est journaliste. Si le pitch paraît classique, la série veut pousser à l'engagement politique, « d'une manière ou d'une autre » explique Bocary Tioulenta, coordinateur de l'association Kiro Mali. « C'est même un devoir pour chacun de chercher à développer sa communauté » ajoute celui qui est également le réalisateur. Initialement prévue pour être composée de 13 épisodes de 13 minutes, la série pourrait finalement compter quatre épisodes en plus. Une version long-métrage est également en préparation. Ce projet qui a débuté il y a trois voire quatre ans veut faire prendre conscience que « chacun est maître de son destin ». « C'est ensemble que l'on peut développer le pays. Nous ne donnons pas carte blanche aux élus, ce sont nos représentants mais ils ne sont pas plus responsables que nous de notre communauté » argumente M. Tioulenta. En outre, la série aborde des thématiques telles que la lutte contre l'incivisme, la promotion de la paix et l'inclusivité. Le casting de la série est un mélange de comédiens habitués aux scènes de de jeunes qui vont faire leur premier vrai pas cinématographique. Notamment le rappeur 2BTO King, plus connu pour ses lyrics qui interprète le rôle principal au côté de la Miss Bamako Maimouna Keita, d'Alima Togola ou encore de Jean Dakouo. Des visages connus qui pourront rapidement capter l'attention du public. « Il n'existe pas de formule magique ou parfaite pour véhiculer un message, je considère toutefois que la Culture est le meilleur moyen de véhiculer un message. Nous sommes tous attirés par un aspect de la Culture. La culture est ce qui nous parle le mieux, c'est entrer dans la manière de vivre des gens pour véhiculer des messages » affirme M.Tioulenta. Après la grande avant-première de ce jeudi, la série sera diffusée sur certaines chaînes et disponible sur Internet. ■

INFO PEOPLE

RIHANNA TRAVAILLE SUR UN NEUVIÈME ALBUM

Une bonne nouvelle pour de nombreux fans. Alors qu'il était de passage à Paris, pour célébrer la Saint-Valentin avec sa compagne Rihanna, le rappeur ASAP Rocky a annoncé que la chanteuse travaillait bien actuellement sur son neuvième album studio, huit ans après la sortie de son dernier opus « ANTI », en 2016. « Elle y travaille », a déclaré l'artiste, sourire aux lèvres, dans une vidéo partagée sur les réseaux sociaux ce samedi 17 février, en réponse à un fan qui lui demandait des nouvelles du prochain album de la mère de leurs deux enfants. Plus tôt cette même semaine, la créatrice de la marque de cosmétique « Fenty Beauty » a été aperçue quittant un studio d'enregistrement à Paris avec son équipe.

JEREMY RENNER DE RETOUR APRÈS SON GRAVE ACCIDENT



Un retour inattendu. Plus d'un an après son grave accident de déneigeuse, Jeremy Renner est apparu sur scène à la surprise générale, ce dimanche 18 février, lors de la cérémonie des People's Choices Awards 2024, pour remettre la première récompense de la soirée. « Je dois dire que ça fait du bien d'être de retour », a déclaré le comédien âgé de 53 ans au public, après un tonnerre d'applaudissements. Pour rappel, Jeremy Renner avait été victime d'un grave accident le 1er janvier 2023 au Nevada, lorsqu'il avait été écrasé par sa déneigeuse, lui causant plus de 30 fractures. Il avait dû subir plusieurs opérations chirurgicales et rester à l'hôpital pendant plus de deux semaines pour se rétablir.

Journal du Mali L'hebdo

Directeur de publication : Mahamadou CAMARA mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée : Aurélie DUPIN aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef : Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction : Ramata DIAOURÉ

Rédaction : Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse. Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako Tél : +223 20 23 00 66 www.journaldumali.com contact@journaldumali.com

UNE SERIE CANAL+ ORIGINAL
LE FUTUR EST À NOUS
SAISON 2
TOUT PEUT ARRIVER
DU LUNDI AU VENDREDI SEULEMENT AVEC CANAL+